

Avril 2017 N°10

Sommaire

Cuba:
Chronique d'un changement annoncé ou en route pour 100 ans de révolution 1

2016, une année mouvementée, finance, politique, économie 2

Prévisions et points d'attention pour 2017 3

Annnonce de 2% de croissance pour 2017: Les pro et les contre 4

Economie:
Boom de la construction hôtelière 6

Secteur privé 7

Droit international 8

Investissements: la Corée du Sud et les énergies renouvelables ... 9

Nouvelles publications
..... 10

Prochains événements
..... 11

Cuba: chronique d'un changement annoncé ou en route pour 100 ans de révolution?

2016, une année mouvementée

La turbulente année 2016 fut marquée par de nombreux bouleversements : le Brexit, Donald Trump, le terrorisme... Et il n'en a pas été moins pour Cuba.

Ce fut l'année qui réconcilierait l'île avec son ennemi juré après près de 60 ans de « guerre froide ». Ce fut aussi l'année en laquelle Raul Castro inviterait l'investissement étranger et la coopération internationale avec plus de ferveur que jamais. Mais malheureusement, ce fut aussi la première année de décroissance depuis la fameuse période spéciale lors de la chute de l'Union Soviétique.

Serait Cuba en crise ? Est-ce le début d'une nouvelle ère ? Est-ce le moment d'investir à Cuba ?

C'est ce que nous allons analyser dans cette édition du newsletter du poste économique de Brussels Invest & Export compétent pour les trois Régions à Cuba.

Économie

Si on se base seulement sur les chiffres, 2016 ne fut pas une bonne année pour Cuba. Après une prévision de croissance à la hauteur de 2% en début d'année, le PIB cubain a chuté de 0.9%. Les raisons principales de cette chute semblent cependant provenir de l'extérieur de l'île.

Cuba Standard estime que les exportations ont baissé de 18% tandis que les importations ne l'ont fait que de 5%. Le principal « coupable » est jugé être le Venezuela, qui, dû à la forte crise endurée (décroissance à la hauteur de presque 10% en 2016), s'est vu contraint de modifier les conditions avantageuses des échanges pétroliers avec Cuba et de moins investir dans les services médicaux cubains. Estimant qu'auparavant le Venezuela contribuait à 20% du PIB cubain (2012), 15% en 2013 – 2014, celui-ci étant le principal partenaire commercial de Cuba, l'impact de la crise au Venezuela est définitivement significatif.

De plus, toute la région sud-américaine semble avoir souffert une décroissance en 2016, et de plus grande échelle que Cuba. En plus de la contraction au Venezuela, le PIB argentin a chuté de 2%, l'équatorien de 2%, et le brésilien de 3.6%. Au total, la région sud-américaine a souffert une décroissance de 1.7%, ce qui place Cuba au-dessus de la moyenne.

Même la Chine, deuxième plus grand partenaire commercial de Cuba, a souffert en 2016 sa pire performance depuis 25 ans. Une faible croissance est aussi prévue pour 2017.

Lire la suite en page 2 ...

Au total, l'investissement étranger a été en-dessous des estimations. Cependant, Castro lui-même semble trouver une faille à l'intérieur du pays, en dénonçant la bureaucratie et une « mentalité obsolète remplie de préjugés » envers l'investissement étranger.



Signature de l'accord de restructuration de la dette cubaine envers la Belgique en mai 2016 entre le Ministre Reynders et le Vice-Président du Gouvernement cubain Ricardo Cabrisas, aujourd'hui Ministre de l'Economie.



Réunion entre le Vice-Président du Gouvernement wallon et Minsitre de l'Economie Jean-Claude Marcourt et le Minsitre cubain du Commerce Extérieur Rodrigo Malmierca pendant la Foire Internationale de La Havane—FIHAV 2016

D'un autre côté, le secteur privé a continué sur son élan : 535.000 travailleurs privés (*cuentapropistas*) recensés fin 2016, 397 coopératives créées, 90 en processus pour 2017. Secteurs d'activités: commerce, gastronomie, mobilité, construction, industrie, alimentation, services comptables,.... La « nouvelle économie cubaine » en formation, lente mais certaine, est un bon présage pour le futur de l'île.

Finance

Au niveau financier, l'année 2016 fut très positive pour Cuba, en continuant le plan établi de restructuration et redressement de dette. La restructuration de la dette négociée au sein du *Club de Paris* entre Cuba et les pays créanciers où le *Club de Paris* a accepté d'abandonner les intérêts, d'un montant de 8,5 milliards de dollars. Cuba s'est engagé à payer bilatéralement les 2,6 milliards correspondant au capital.

Ainsi la Belgique arriva en mai 2016 à un accord sur la restructuration bilatéral de la dette commerciale en acceptant d'abandonner les arriérés (intérêts) à hauteur de 240 millions d'euros. Cuba remboursera les 76 millions d'euros de capital de ladite dette sur une période de 18 ans.

Politique

Toutefois, le meilleur de l'année 2016 pour Cuba arriva des bonnes résolutions en termes de politique extérieure. En effet, on a vécu le renouvellement des relations entre Cuba et les États-Unis.

Cela s'est immédiatement vu reflété dans plusieurs événements, notamment l'ouverture de l'ambassade des E.U. à La Havane, les premiers vols directs entre les E.U. et Cuba, et le reclassement de Cuba en tant que pays qui ne soutient pas le terrorisme. De plus, l'intérêt suscité à l'international suite à cette nouvelle fut extraordinaire, Cuba étant le centre de tous les regards et l'endroit à visiter, autant d'un point de vue touristique que commercial. En effet, la FIHAV de cette année fut l'une de plus actives : 73 pays participants pour 3700 exposants, 15 délégations officielles (dont celle de la Belgique avec le Ministre Jean-Claude Marcourt) et les chiffres du secteur du tourisme enregistrés ont battu tous les records : 4.035.577 visiteurs, soit 14% de plus qu'en 2015 !

Pendant, il reste encore un long chemin pour la normalisation des relations entre les deux voisins, incluant l'élimination de l'embargo, ce qui s'annonce incertain vu le changement de pouvoir de cette année à la Maison Blanche et la personnalité du nouveau mandataire...

D'un autre côté, ce fut aussi une bonne année d'un point de vue européen. En effet, l'Union Européenne et Cuba ont signé un accord de coopération après près de 3 ans de négociations. Les « relations Cuba-UE seront amenées à un autre niveau », a déclaré la représentante du Conseil Européen Federica Mogherini. L'accord mènerait à plus de participation économique de la part d'entreprises européennes.

La Banque d'Investissement Européenne a d'ailleurs affirmé soutenir le rapprochement, et exprimé une intention de soutenir des projets visant à « moderniser l'économie cubaine ».

Peut-on parler pour Cuba d'un problème circonstanciel ou d'une tendance à l'inertie?



La baisse du prix du pétrole a touché le Venezuela, ce qui l'obligeait à réduire ses approvisionnements à Cuba de 115.000 à 55.000 bpd (estimations). Les revenus de Cuba provenant des exportations de produits dérivés du pétrole, ont chuté de 68,9%, passant de 743 millions de dollars en 2014 à 228 millions de dollars en 2016.

La production nationale de pétrole brut de Cuba est tombée de 4 millions à 3,7 millions de tonnes.

La crise vénézuélienne reste une question cruciale, certains observateurs alertent sur le fait qu'un effondrement du gouvernement Maduro, provoquerait un effet domino pour Cuba. (Ce pendant il semblerait que le gouvernement vénézuélien est en train de surmonter la crise interne et commence à prendre le dessus sur l'opposition).

Évidemment, « l'éléphant dans la pièce » est une question troublante: est-ce que cette contraction économique dans laquelle Cuba est entrée au dernier quart de l'année 2016 est due à des circonstances atténuantes, ou plutôt à un problème systémique profond ? Plusieurs critiques de l'économie cubaine ont présagé que c'était le début d'une crise telle que celle qui s'est vécue au sein de l'île lors de la chute de l'Union Soviétique, lorsque la décroissance atteint l'ordre des 15%. Les dirigeants de l'île, au contraire, notent que le simple élément qu'est l'échelle du problème (0.9% vs 15%) démontre que les deux récessions n'ont rien en commun. Nous trouvons néanmoins d'autres parallèles intéressants.

En effet, disons que le problème est circonstanciel. Le principal « coupable » serait donc le Venezuela, qui avec sa crise a sévèrement endommagé la balance commerciale cubaine. Ceci rappelle dangereusement le contexte de la période spéciale dans les années 90, lorsque la chute de l'Union Soviétique fut sans question le responsable absolu de la crise. Serait-ce un problème plutôt systémique, qui prouve que l'économie cubaine souffre d'une mono-dépendance chronique ?

Cuba est l'un des derniers pays du monde moderne qui base ses décisions commerciales et d'investissement sur des critères majoritairement politiques et stratégiques, laissant l'aspect économique à un plan secondaire (et souvent tertiaire). Comme déclara Raul Castro à la dernière Assemblée du Parti de l'année 2016, « l'investissement étranger dans sa généralité, est souvent vu par les secteurs conservateurs locaux comme l'œuvre du cruel impérialisme ». Indéniablement, le pays souffre d'une résistance très forte au changement, et même si l'actuel président tente de changer cette « mentalité obsolète », il semblerait que plus d'un bureaucrate cubain ne partage pas son avis.

Notre avis est que même si les causes des deux crises sont fortement similaires, les circonstances sont très différentes. La période spéciale renferma Cuba sur elle-même et sur son système plus que jamais, l'engouffrant dans une ère de décroissance et dégradation structurelle profonde. Au contraire, la crise actuelle attrape Cuba dans une période de transition (partielle) vu les réformes économiques initiées il y a 6 ans déjà et la réintégration cubaine dans les marchés internationaux. Le gouvernement actuel pousse au changement, malgré l'inertie d'une grande partie du pays.

Prévisions et points d'attention pour 2017

Après l'annonce d'une décroissance de 0.9% de son économie, le gouvernement cubain annonce une prévision de croissance de 2% pour 2017. Est-ce réaliste ? Nous analysons ci-dessous les arguments pro et les arguments contre pour la réalisation de cet objectif.

Arguments contre:

Les exportations de biens et services ont chuté de 16,3% en 2016. Une baisse considérable a frappé les exportations de services professionnels (principalement des médecins) et des exportations biotechnologiques / pharmaceutiques.

Le prix du nickel a chuté à des niveaux extrêmes en 2015-16. La reprise de prix très modérée prévue pour 2017-2021 n'aura pas beaucoup d'effet pour Cuba, la production ayant chuté de 64.000 tonnes à 56.000 au cours des dernières années, en raison du manque d'investissement.

Annonce d'une prévision de croissance de 2% pour 2017, arguments contre:



Cheminée et plantations de canne à sucre appartenant à un site de production de sucre dans l'est de Cuba.



Rex Tillerson: « Nous allons effectuer une révision de A à Z de la politique américaine envers Cuba ».

La production de sucre est passée de 1,9 million de tonnes en 2015 à 1,5 million l'année dernière (80% de ce qui était prévu pour 2016), rendant Cuba incapable de profiter de prix stables.

Des retards et difficultés dans les projets d'investissement de Cuba sont observés.

L'investissement étranger (1,3 milliard de dollars en 2016 résultant de 54 projets) continue à se situer bien en deçà des 2,5 milliards de dollars par an, attendus par le gouvernement.

La situation des principaux partenaires commerciaux de Cuba ne semble pas très encourageante à court terme: le Venezuela est toujours confronté à une contraction économique et à un conflit politique; la prévision de croissance de la Chine pour 2017 est de 6,5%, en baisse par rapport à 6,7% l'année dernière. La prévision de croissance de l'Espagne est en baisse de 2,3% par rapport à 3,2%; le Canada devrait augmenter d'un petit 1,9% cette année suite à 1.3% en 2016. Le Brésil, après une baisse de 3,5%, prédit + 0,2% cette année...

Les entreprises publiques cubaines retardent les paiements à des fournisseurs étrangers créant des incertitudes chez les investisseurs étrangers (certaines de nos entreprises en sont d'ailleurs victimes au jour d'aujourd'hui).

Perte de confiance dans les cercles financiers due à la mauvaise gestion des prévisions économiques (malgré les mouvements positifs dans leur restructuration de dette publique).

L'incertitude de la politique envers Cuba de l'administration Trump. Il semblerait néanmoins que tant que les USA peuvent en bénéficier, il continuera le rapprochement. Son cabinet tend à favoriser le business et l'économie au-dessus de positions politiques. 75% des américains approuvent la normalisation des relations et 73% en faveur de la fin des sanctions (enquête nationale faite en Décembre 2016 par Pew Research Center)

Cuba n'est toujours pas membre d'une institution financière multilatérale (voir l'étude de ce poste sur la question), entraînant des risques supplémentaires.

La mauvaise gestion des autorités cubaines en 2016, avec deux corrections négatives, a soulevé une certaine méfiance dans les prévisions officielles.



La double-monnaie persiste: deux monnaies à Cuba, le CUC et le CUP et de multiples taux de change: 1-24 dans les maisons de change, 1-1 dans les comptes nationaux et les entreprises et d'autres taux de change dans des transactions spécifiques en fonction de la zone géographique ou la personnalité juridique des intervenants. Tout cela fait que les informations envoyées à la comptabilité nationale et les bilans des entreprises sont profondément distordus et compliquent la prise de décision. De plus, les multiples taux de change amènent à ce que les entreprises locales, parfois sous régime de monopole, calculent et arrivent à des prix absolument hors marché et surréalistes en termes internationaux et ce pour des études et/ou projets de construction nécessaires à l'investissement étranger. En effet, ils calculent le prix comme la somme des divers inputs en mélangeant CUC et CUP et ensuite en appliquant un taux de change de 1-1.



Il n'y a aucune raison de craindre l'expropriation ou la nationalisation. Il existe des instruments juridiques judiciaires à cet effet; Cuba a signé plus de 60 accords sur la protection des investissements étrangers depuis les années 1990. En ce qui concerne les droits fonciers pour les nouveaux projets immobiliers, les autorités cubaines ont étendu le principe juridique du bail à 99 ans et plus, ce que les banques du monde entier considèrent comme équivalent à la propriété absolue. En ce qui concerne le rachat des parts de partenaires étrangers dans les J/V, Cuba a établi un précédent positif il y a une décennie lorsque le monopole des télécommunications d'État Etecsa a racheté la part du partenaire italien STET après avoir conclu un accord mutuellement satisfaisant. Aucun arbitrage n'a été nécessaire.

Les investissements nationaux et étrangers combinés prévus pour 2017 représenteraient 18% du PIB, la part la plus élevée sur près de 30 ans. L'investissement de l'État, qui fait partie d'un plan de relance anticyclique, augmentera le déficit social de 12%; C'est un mouvement audacieux, sans aucun doute, mais néanmoins une formule sûre pour éliminer la récession de l'année dernière.

Le secteur privé, qui a généralement été omis des projections économiques pour Cuba, occupe une place de plus en plus importante dans l'économie cubaine (dizaines de milliers de B&Bs, restaurants, entreprises de services techniques, petits constructeurs, TPE, PME dans le transport, commerce de détail,...). Le nombre de coopératives non agricoles continue de croître également.

Les transferts de fonds de familles cubaines depuis l'étranger (*remesas*) se situent entre 2,5 milliards et 3,7 milliards de dollars par an. Les estimations cubaines indiquent que 30 à 40% de ces envois de fonds sont destinés à des investissements dans le secteur privé, créant des centaines de start-up dans tout le pays. Ce type d'investissement est supérieur à l'épargne privée totale enregistrée au sein du système bancaire cubain, c'est pourquoi le secteur privé devrait être considéré comme la troisième source d'investissement.

La normalisation des relations avec les États-Unis et l'accord de coopération avec l'Union européenne ont renforcé la crédibilité de Cuba, attirant des investisseurs potentiels. La croissance rapide du tourisme, avec une augmentation de 17% du nombre de visiteurs en 2016 se situant autour de 4,2 millions, est un attrait supplémentaire.

Certains des plus importants partenaires économiques de Cuba comme l'Espagne et la France continuent de développer le commerce, les investissements et la coopération, ce qui pourrait accroître les fonds de garantie pour des projets d'investissement à Cuba cette année. Les projets d'investissement chinois les plus importants arrivent finalement à terme en 2017.

Conclusions:

Les probabilités que l'investissement étranger et le tourisme proportionnent en 2017 les devises nécessaires pour compenser la réduction des flux provenant du Venezuela et par conséquent que Cuba puisse importer l'essentiel nécessaire à une croissance de 2% du PIB, sont faibles.

D'autre part, nous pensons que le leadership est conscient de l'urgence de revenir à la croissance économique. Les autorités cubaines exigent également des processus de négociation plus rapides avec les investisseurs étrangers et une plus grande flexibilité avec ceux-ci, ils sollicitent moins de contrôle sur l'embauche de la main-d'œuvre cubaine par les investisseurs et l'interaction élargie entre les investisseurs étrangers et le secteur privé émergent de Cuba.

Le paiement des dettes à court terme aux fournisseurs et des dividendes aux partenaires étrangers de J/V semble également une priorité absolue.

Dans ce contexte ambivalent, tant les prévisions du déficit public comme celles de croissance de l'investissement sont sans précédent dans l'histoire économique cubaine et paraissent très ambitieuses.

Jean-Serge R. Dias de Sousa
Attaché Economique et Commercial



ECONOMIE:

Résultant de l'accroissement de la demande touristique à Cuba (4.2 millions de visiteurs en 2016/ + 15%), la construction et management d'hôtels de luxe se développent à Cuba.



La chaîne hôtelière de luxe Kempinski prépare l'ouverture de son 5 étoiles de 246 chambres, le Gran Hotel Manzana, en ce mois d'avril. Cet hôtel, dont le propriétaire est la société Gaviota qui appartient au groupe d'Etat GAESA, a été construit par un consortium (AEI) entre la société française Bouygues Bâtiments International et l'Union des Constructions Militaires (UCM).



Cette construction a compté, entres autres, sur des fournisseurs belges comme AGC, pour le verre plat, et NMC qui a fourni moulures, plinthes et autres éléments décoratifs en polystyrène.

L'hôtel aura un rooftop, 4 salons de conférences et 16 magasins de luxe (l'hôtel Manzana se situe à proximité du "Capitolio" et de l'hôtel Parque Central, exploité par la chaîne espagnole Ibersotar et à une rue de l'hôtel *Inglaterra* dont le management vient récemment d'être acquit par la chaîne américaine Marriot).



A quelques blocks de là, toujours dans la zone limitrophe entre les quartiers de la Vieille Havane et de *Centro Habana* également en construction, se trouvent les hôtels *Prado* et *Malecon* administré par la chaîne hôtelière française ACCOR et le Packard qui sera également administré par l'espagnole Ibersotar.



Visite du chantier de l'hôtel *Manzana* par le Ministre wallon de l'Economie Jean-Claude Marcourt en novembre 2016 lors d'une mission économique organisée par le poste économique régional à Cuba.

Deux sociétés belges sont fournisseurs de ce chantier: AGC Glass et NMC (moulures, plinthes,...)



ECONOMIE: secteur privé

Accroissement probable de 30% du secteur privé en 2016.



Si on se base sur les revenus imposables, le secteur privé a augmenté de plus de 30% en 2016.

Les *cuentapropistas* (nom officiel unique qui regroupe les acteurs de tout le secteur qui va des employés aux entreprises elles-mêmes) ont déclaré en 2016 un revenu brut de 5.1 billions de CUP (pesos cubains non-convertibles, 25 pesos = 1 USD au taux de change officiel domestique). Ceci représente 1.275 billions de CUP de plus qu'en 2015, a déclaré la Directrice du Fisc cubain, la Oficina Nacional de Administración Tributaria (ONAT).

Il est intéressant de noter que les économistes officiels qui ont calculé une décroissance de 0.9% du PIB en 2016 n'ont très probablement pas pris en compte le secteur privé.

Si on tient compte de la déclaration de Cruz : «L'indiscipline et l'évasion fiscale touche 55% des contribuables et 10.000 d'entre eux n'ont simplement pas rempli leur déclaration d'impôts », le secteur privé a probablement crû de plus de 33%.

Les statistiques nous montrent également une donnée intéressante: le nombre de contribuables a diminué de 2.247 déclarants en 2016. Nous concluons donc que la dimension des TPE-PME privées cubaines a augmenté.





Quel est le dénominateur commun de ces sociétés?: elles sont déjà ... inscrites à Cuba.

Les informations relatives aux sociétés américaines qui cherchent des opportunités d'affaires à Cuba, des chaînes d'hôtels comme Starwood ou Sheraton aux tech companies comme Google ou Airbnb, montrent que le marché cubain reste au centre des attentions. Dans le contexte des relations nouvelles et encore problématiques entre les deux pays, les bureaux d'avocats américains conseillent ces sociétés - qu'elles fassent déjà des affaires à Cuba ou pas - de protéger leur marques en les enregistrant auprès de l'OCPI, l'organisme officiel cubain de protection de la propriété intellectuelle.

L'OCPI a reçu en 2016, plus de 1000 demandes d'enregistrement de marques et dénominations commerciales de la part de sociétés américaines. Ces sociétés cherchent à protéger leurs marques dans un marché autrefois interdit à cause de l'embargo même si techniquement celui-ci est toujours en place aujourd'hui.

Parmi les sociétés américaines qui ont protégé leur marques ces dernières années nous trouvons Apple, Bank of America, Chevron, Chrysler, Dish Network, Disney, General Motor, Hershey's, MGM Resorts International, MTV, Netflix, Twitter et Uber, parmi d'autres.

Le Ministère du Commerce Extérieur cubain a confirmé l'existence de plus de 6000 marques américaines enregistrées sur le territoire national.

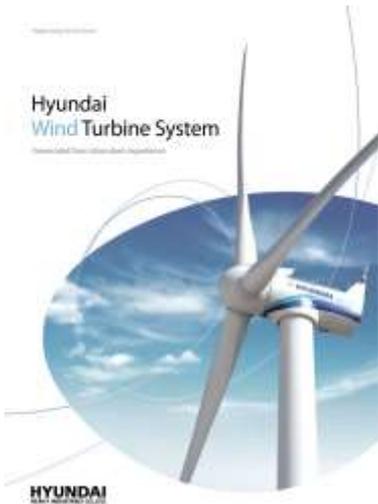
Les amendements d'Obama qui facilitent les affaires entre sociétés américaines et cubaines permettent de manière légale l'implantation à Cuba (après autorisation du Gouvernement cubain) des chaînes de fast food américaines. Ceci explique vraisemblablement l'existence de l'enregistrement de marques comme Mc Donald's, IHOP, Domino's Pizzas, Popeye's, Starbucks, Taco Bell,... La marque « Trump » d'ailleurs n'a pas l'air d'y être reprise...

Principales marques américaines enregistrées à Cuba (résumé):

Abbott Laboratories	Edgewell Personal Care Brands	McGraw-Hill	
Altec Industries	Eli Lilly & Co.	MGM Resorts International	
Apple	Ford Motor Company	Microsoft	
Bank of America	Fossil	MTV	
Baskin Robbins	Georgia-Pacific	Netflix	
Bloomberg	Go Pro	Nike	
Bonefish Grill	Goldman Sachs	Olive Garden (Darden Corp.)	Timex
Burger King	Goodyear	Outback Steakhouse	Tootsie Roll
Caesars World Inc.	Google	Papa John's	Travelodge Hotels
Capital Grille	Goya Foods	Pepsi	Twitter
CBS	HP (Hewlett Packard)	Periscope	Uber
Chevron	Howard Johnson Int'l	Pfizer	Univision
Chick-fil-A	IHOP	Popeye's	Verizon
Coca-Cola	Ingersoll-Rand	Ramada Int'l	Viacom
Comcast	Instagram	Sealy	Visa
Days Inns Worldwide	Intel	Segway	WhatsApp Inc.
Delphi	K-Swiss Inc	Sherwin-Williams	Wyndham Hotels and Resorts
Diageo	KFC	Showtime	
Dish Network	Levi's	Starbucks	Yard House USA (Darden Corp.)
Disney	Mars Inc.	Stonegate Bank	
Domino's Pizza	McDonald's	Taco Bell	

Source: OCPI

Investissements étrangers: énergies renouvelables



La Corée du Sud considère Cuba un “moteur de croissance économique de la région” et met en avant entre autres, les énergies renouvelables (article en anglais).

South Korea will expand consulting services to renewable-energy projects in Cuba under a two-year old Knowledge Sharing Program (KSP), the South Korean Ministry of Strategy and Finance announced Feb. 13 after a South Korea-Cuba forum in Seoul, according to news agency Yonhap.

In the forum, officials discussed ways to encourage Korean companies to make inroads into the Cuban energy market”, the Yonhap report said.

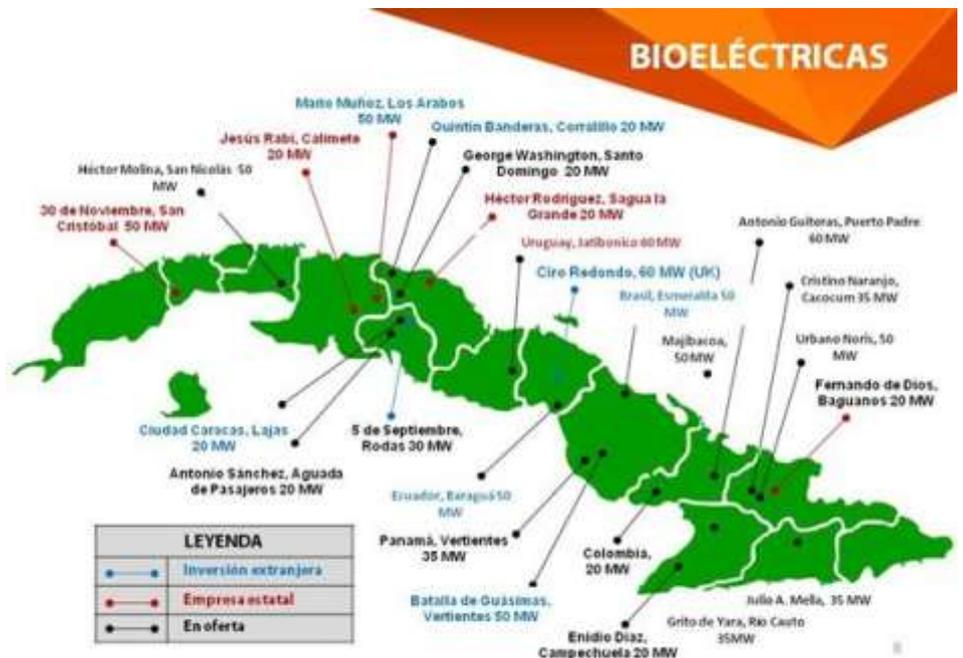
Latin America”. The KSP is supposed to lay the foundation for economic cooperation. Cuba is seeking foreign investors to build and operate 100% foreign-owned wind and solar projects in the island, but companies are struggling to obtain bank funding for such projects.

There are no diplomatic relations between Cuba and South Korea, but trade promotion agency KOTRA maintains an office in Havana.

Through the KSP, South Korea provides consulting assistance, including capacity building, site visits and networking support but only limited funding, says Deok Rae Jeong, head of the KOTRA Havana office.

For example, Korea Exim- bank does not offer a credit line to Korean companies who are engaged in Cuban projects,, however, export insurance by K-Sure is available to Korean enterprises on a case-by-case basis”, Jeong told *Cuba Standard*. “This can be useful for mid- and long-term projects, including renewable-energy projects.” It is interesting to note the economic efforts done by South Korea despite the lack of diplomatic relations between the two countries. Should our country, who has such good diplomatic end commercial relations with Cuba, support thru our risk covered agency Ducroire-Delcredere our Belgian companies?

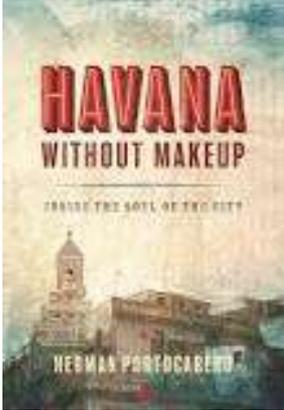
As Seoul is trying to isolate North Korea in an effort to stop the North’s nuclear missile program, and to diversify its foreign trade and investment, South Korea has identified Cuba as a “potential new growth engine in Latin America”. The KSP is supposed to lay the foundation for Economic cooperation.



Nouvelles publications sur Cuba

Havana without makeup

<http://www.longitudebooks.com/find/p/111536/mcms.html>



Havana without makeup, le dernier livre d'Herman Portocarero est une vision *d'insider* de La Havane et une découverte de ses facettes complexes. Le but de cet ouvrage est de capturer l'âme d'une ville et d'une société qui ont évolué « sous leurs propres termes » jusqu'au moment où ils doivent faire face à des transformations inévitables.

Herman Portocarero est un diplomate et écrivain belge, né à Anvers (Belgique), d'ascendance espagnole. Après une carrière passée entre New York et les Caraïbes, il est actuellement Ambassadeur de l'Union européenne à La Havane. Il était auparavant ambassadeur de Belgique à Cuba et en Jamaïque.

Grâce à sa trajectoire professionnelle, il connaît la région depuis les années 1980 et Cuba depuis 1995.

Il a une connaissance et une compréhension hors pair de l'histoire, de la politique et de la société cubaine en général ainsi que des relations entre Cuba, les Caraïbes et les États-Unis.

Les Etats-Unis et Cuba: de proches ennemis à amis distants

<https://rowman.com/ISBN/9781442267213/The-United-States-and-Cuba-From-Closest-Enemies-to-Distant-Friends>



Cet ouvrage de 140 pages édité par Rowman & Littlefield Publishers (April 14, 2017) en anglais, établit le moment historique de la restauration des relations diplomatiques entre Les Etats-Unis et Cuba en 2015 et analyse à partir de ce moment d'un point de vue cubain, le futur de ces relations.

Reprenant la longue et contentieuse histoire des relations entre les deux pays, Francisco López Segrera analyse les périodes prérévolutionnaires et la guerre froide tout comme les changements plus récents au sein des deux pays et le contexte international menant à l'ouverture diplomatique et à l'abandon de la part des Etats-Unis à un « changement de régime » comme condition sine qua non pour arriver au dialogue avec Cuba.

Il analyse des facteurs tels que l'influence décroissante des exilés cubains de ligne dure aux États-Unis, les appels presque universels de l'Amérique latine, l'Europe et d'autres alliés américains pour un engagement diplomatique constructif, et la restructuration économique en cours à Cuba suite à la crise de la « Période spéciale » déclenchée par l'effondrement de l'Union soviétique.

Prochains événements

- **Du 31 mai au 2 juin 2017**

9ème Conférence Internationale sur l'énergie renouvelable (CIER).
Accueilli par le CETER (Centre d'études des énergies renouvelables) et la CUJAE (Université polytechnique de La Havane) et organisé par la société événementielle GEP, la conférence présente les opportunités existantes dans le secteur de l'énergie renouvelable à Cuba. Un espace d'exposition à l'hôtel Habana Libre sera également prévu.

www.cuba-renewables.com

Rob Percival, rpercival@gep-events.com

- **Du 19 au 21 Septembre 2017**

1ère Foire Internationale Energias Renovables Cuba



<http://www.firacuba.com/fr/energias-renovables>

La **FERIA INTERNACIONAL DE ENERGÍAS RENOVABLES CUBA** est le salon professionnel du secteur à Cuba.

- **Du 30 octobre au 3 novembre 2017**

FIHAV 2017 – Foire Internationale de La Havane. EXPOCUBA

<http://www.feriahavana.com/es/>

Sources:

- <http://www.cubastandard.com>
- AFP
- ONEI

Salon multisectoriel annuel. La FIHAV, événement commercial incontournable est un des plus importants salons de la région. Ce Bureau Commercial y organise cette année, une fois de plus, une collectivité de sociétés bruxelloises et wallonnes.

Contact : havana@sprb.brussels

Editeur:

Service Economique et Commercial
Brussels Invest & Export / La Havane
Cuba.

Contacts:

Embajada de Belgica
Calle 8 #309, entre 3ra y 5ta ave.
Miramar La Habana CUBA
Tel. : ** 53 7 204 46 87/88
Havana@brusselsinvestexport.com

Responsable de la publication:

Jean-Serge R. Dias de Sousa
Havana@brusselsinvestexport.com

Date de parution: Avril 2017

© 2017– Brussels Invest & Export

Clause de non-responsabilité :

Brussels Invest & Export ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre qui est simplement d'informer

Les coordonnées (nom des institutions et entreprises, adresses, téléphones, emails,...) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec attention. Toutefois, Brussels Invest & Export ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.

